

27 AOÛT 2008

ARRETE N°2007 - - 010 MTSS/SG/DGT
portant organisation, attributions et fonctionnement
des structures de la Direction Générale du Travail

LE MINISTRE DU TRAVAIL
ET DE LA SECURITE SOCIALE



- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n°2006-002/PRES du 05 janvier 2006, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n°2006-003/PRES/PM du 06 janvier 2006, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le Décret n°2002-254/PRES/PM/SGG-CM du 17 janvier 2002, portant organisation type des ministères et des départements ;
- Vu le Décret n°2006-216/PRES/PM du 15 mai 2006, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2006-378/PRES/PM/MTSS du 04 Août 2006, portant organisation du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ;
- Vu la Loi n°13/98/AN du 28 avril 1998, portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique ;
- Vu la loi n°019-2005/AN du 18 mai 2005 portant modification de la loi n°13-98/AN du 28 avril 1998.

ARRETE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : En application de l'article 47 du décret n°2006-378/PRES/PM/MTSS du 4 août 2006 sus-visé, l'organisation et les attributions des structures de la Direction Générale du Travail sont régies par les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE II : ORGANISATION

ARTICLE 2 : La Direction Générale du Travail (DGT) comprend, outre un secrétariat, les directions ci-après :

- la Direction des relations professionnelles et de la promotion du dialogue social (DRPPDS) ;
- la Direction des études et de la réglementation (DER) ;
- la Direction des relations et des normes internationales du travail (DRNIT).

ARTICLE 3 : La Direction des Relations Professionnelles et de la Promotion du Dialogue Social comprend, outre un secrétariat, les services ci-après :

- le service des relations professionnelles (SRP) ;
- le service du dialogue social (SDS)

ARTICLE 4 : La Direction des Etudes et de la Réglementation comprend, outre un secrétariat, les services ci-après :

- le service de la législation et de la réglementation (SE.LE.R) ;
- le service des études et du contentieux (S.E.C)

ARTICLE 5 : La Direction des Relations et des Normes Internationales du Travail comprend, outre un secrétariat, les services ci-après :

- le service des normes internationales du travail (SNIT) ;
- le service des relations internationales du travail (SRIT).

CHAPITRE III : ATTRIBUTIONS

ARTICLE 6 : Le secrétariat de la Direction Générale du Travail est chargé :

- de réceptionner, d'enregistrer, d'expédier et de ventiler le courrier ;
- d'exécuter les opérations de saisie, de traitement et de classement du courrier ;
- de gérer les fournitures de bureau et les produits d'entretien de la Direction Générale ;

- d'organiser les rendez-vous du Directeur Général du Travail ;
- de préparer matériellement les réunions de la Direction Générale ;
- de coordonner et de centraliser les activités des secrétariats des directions techniques.

ARTICLE 7 : Les secrétariats des trois directions techniques de la Direction Générale du Travail sont respectivement chargés :

- de réceptionner, d'enregistrer, d'expédier et ventiler le courrier ;
- d'exécuter les opérations de saisie, de traitement et de classement du courrier ;
- d'organiser les rendez-vous du directeur ;
- de préparer matériellement les réunions de la direction ;
- de réceptionner les appels téléphoniques ;
- de réceptionner et de gérer les matériels, équipements et fournitures de bureau.

ARTICLE 8 : La Direction des Etudes et de la Réglementation est chargée :

- de l'étude des dossiers et des questions relatives au travail ;
- de l'élaboration des avant projets de textes législatifs et réglementaires relatifs au domaine du travail en collaboration avec les structures compétentes ;
- de l'examen du contentieux pouvant exister entre les partenaires sociaux à propos de l'interprétation des textes législatifs et réglementaires régissant le domaine du travail ;
- du visa des contrats des travailleurs non nationaux et non ressortissants de pays avec lesquels le Burkina Faso est lié par des accords de réciprocité en matière de droits des travailleurs ;
- de l'appréciation et du visa des décisions prises par les autorités compétentes nationales en ce qui concerne les travailleurs régis par le code du travail ;
- de l'élaboration des rapports d'activités périodiques de la Direction Générale du Travail en collaboration avec les autres directions techniques.

ARTICLE 9 : Le service de la législation et de la réglementation est chargé :

- de l'élaboration des avant projets de lois et des projets de textes réglementaires relevant du domaine du travail ;

- de l'élaboration du programme d'activités de la direction des études et de la réglementation ;
- de la rédaction des rapports d'activités périodiques de la direction des études et de la réglementation ;
- de la rédaction des rapports d'activités périodiques de la Direction générale du travail en collaboration avec les autres directions techniques.

ARTICLE 10 : Le service des études et du contentieux est chargé :

- de l'étude des dossiers et des questions concernant le domaine du travail ;
- du contentieux portant sur l'interprétation des textes législatifs et réglementaires régissant le domaine du travail ;
- du visa des contrats de travailleurs non nationaux et ressortissants de pays avec lesquels le Burkina Faso est lié par des accords de réciprocité en matière de droits de travailleurs ;
- de l'appréciation et du visa des décisions prises par les autorités compétentes nationales en ce qui concerne les travailleurs régis par le code du travail.

ARTICLE 11 : La Direction des Relations Professionnelles et de la Promotion du Dialogue Social est chargée :

- d'assurer les relations avec les organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs légalement constituées ;
- de la gestion des conflits collectifs du travail ayant une envergure nationale ;
- du suivi et de la mise à jour périodique des commissions et organes institués par le code du travail ;
- de contribuer aux négociations collectives à caractère national ;
- du suivi des négociations collectives au niveau régional ;
- de promouvoir le dialogue social ;
- de l'application de la politique d'éducation ouvrière de concert avec les organisations et services intéressés ;

- des études et enquêtes sur le climat social ;
- de l'élaboration des rapports périodiques d'activités des services du travail en collaboration avec les autres services ;

ARTICLE 12 : Le service des relations professionnelles est chargé :

- du règlement des différends collectifs de travail tel que institué par le code du travail ;
- de l'information, la formation et la sensibilisation des employeurs et des travailleurs ;
- du suivi des dossiers de demande de récépissé d'existence des organisations syndicales ;
- du secrétariat de la commission consultative du travail et des autres organes paritaires institués par les textes ;
- de la mise à jour des textes instituant les organes consultatifs prévus par le code du travail ;
- du suivi des relations avec les assesseurs des tribunaux du travail et les arbitres aux conflits collectifs de travail.

ARTICLE 13 : Le service du dialogue social est chargé :

- de la mise en place et du suivi des organes de concertation des partenaires sociaux ;
- de la re dynamisation des cadres de concertation déjà existants ;
- de la ré dynamisation des négociations collectives ;
- des études ou enquêtes sur le climat social en collaboration avec les autres structures compétentes ;
- de la gestion du centre d'éducation ouvrière ;
- du projet d'élaboration d'une charte sociale au Burkina Faso.

ARTICLE 14 : La Direction des Normes et des Relations Internationales du Travail est chargée :

- de l'élaboration des rapports de soumission des instruments internationaux aux autorités compétentes ;
- de la préparation des rapports sur l'application des normes internationales du travail ;
- de la ventilation des instruments aux partenaires sociaux ;

- des études et du suivi des dossiers techniques des organisations régionales ou internationales du travail ;
- de la préparation et du suivi des programmes de coopération technique en matière de travail.

ARTICLE 15 : Le service des normes internationales du travail (SNIT) est chargé :

- de l'élaboration des rapports de soumission des instruments internationaux du travail aux autorités compétentes ;
- du suivi du processus de ratification des normes ;
- de l'élaboration des rapports sur l'application des normes internationales du travail ;
- de la ventilation des instruments internationaux du travail aux partenaires sociaux.

ARTICLE 16 : Le service des relations internationales du travail est chargé :

- des études et du suivi des dossiers techniques des organes régionaux ou internationaux du travail ;
- du suivi des programmes de coopération technique en matière de travail ;
- des questions de travailleurs migrants.

CHAPITRE IV : FONCTIONNEMENT

ARTICLE 17 : La Direction Générale du Travail élabore un programme d'activités annuel et des rapports d'activités trimestriels et annuels.

Les Directions techniques contribuent à l'élaboration du programme d'activités et des différents rapports.

ARTICLE 18 : Il est institué deux réunions mensuelles des cadres et une réunion trimestrielle de l'ensemble du personnel de la Direction Générale du Travail.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 19 : Les chefs de services sont nommés par arrêté du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale sur proposition du Directeur Général du Travail.

ARTICLE 20 : Toutes les dispositions non précisées dans le présent arrêté et qui ont trait à l'organisation et au fonctionnement de la Direction Générale du Travail feront l'objet de circulaires et/ou de notes de services.

ARTICLE 21 : La secrétaire Générale du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale et le Directeur Général du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature.

ARTICLE 22 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal du Faso.

Ouagadougou, le 03 MAI 2007


Dr Jérôme BOUGOUMA



Ampliations :

- Premier Ministère
- S.G.G-CM
- CAB/MTSS
- MFB
- MFPRE
- SG/MTSS
- ITS
- Structures centrales
- Directions régionales
- Structures rattachées du MTSS
- J.O.
- Archives/chrono